

Lettre de la société civile internationale sur l'agenda en vue de la 11^{ème} conférence ministérielle de l'OMC

6 octobre, 2017

Chers membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

Nous écrivons en tant que 300ⁱ organisations membres de la société civile mondiale de plus de 150 pays, représentant des dizaines de millions de personnes de par le monde, concernant les négociations en cours à l'OMC en vue de la 11^{ème} conférence ministérielle (CM 11) qui se tiendra à Buenos Aires du 10 – 13 décembre 2017.

Nous sommes inquiets suite à la parution d'articles de presse indiquant que quelques membres de l'OMC poussent un agenda nouveau et inapproprié sous le nom fallacieux de « commerce électronique », alors même qu'il n'y avait pas de consensus pour introduire ce nouveau sujet à la ministérielle de Nairobi et il n'y en a pas eu depuis. De plus, nous sommes alarmés par des articles affirmant que le besoin urgent de changer les règles de l'OMC qui limitent la marge de manœuvre des gouvernements pour créer des emplois et favoriser le développement - y compris atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) – est de plus en plus entravé dans les préparations de la 11^{ème} ministérielle.

Les citoyens du monde entier ont clairement indiqué aux gouvernements que les règles actuelles de l'économie mondiale, y compris les règles commerciales internationales, ont creusé les inégalités et appauvri beaucoup trop de gens. Nous exhortons donc les membres de l'OMC à réfléchir à cette dynamique et à prendre des décisions qui permettront au système commercial international de contribuer au bien-être et au développement commun, au lieu de le limiter.

Nous exposons ci-dessous nos préoccupations sur les questions qui sont, ou devraient être, discutées à l'OMC :

- Des propositions sur le commerce électronique et son impact sur les lois et les réglementations nationales ;
- Des propositions pour limiter la portée et les effets des réglementations dans l'intérêt public ;
- Des disciplines aux subventions aux pêcheries qui dissuadent la surpêche par les pays riches, mais permettent aux pays pauvres de croître ;
- Le moment est venu de réparer les mauvaises règles existantes, pas de les étendre ;
- Les règles sur l'agriculture doivent donner la priorité à la sécurité et à la souveraineté alimentaire ;
- Il faut plus de flexibilité pour les politiques de développement.

Faux agenda : commerce électronique

Des propositions sur le commerce électronique ont été faites à l'OMC l'année passée. Les instigateurs prétendent souvent qu'elles sont nécessaires à promouvoir le développement grâce aux petites et moyennes entreprises (PME). Mais les PME sont le moins susceptibles d'entrer en compétition avec les énormes multinationales qui bénéficient d'économies d'échelle, de subventions historiques, d'avancées technologiques, d'une infrastructure puissante sponsorisée par l'Etat, de stratégies d'évitement fiscal et d'un système de règles commerciales écrit pour elles et par leurs avocats.

Des éléments clé de ces propositions comprennent l'interdiction de l'obligation de stocker les données localement ; d'avoir une présence locale dans le pays ; pas de taxes à la frontière sur les produits digitaux ; l'interdiction de réguler les transferts transfrontalier de données ; et même l'interdiction d'exiger des logiciel libres (open source) dans les contrats sur les marchés publics. Il n'y a pas de raison économique pour que les produits échangés électroniquement ne contribuent pas à l'assiette fiscale nationale, alors que les biens échangés de façon traditionnelle le font. De nos jours, les données sont la ressource la plus importante. De plus, la protection de la sphère privée et des données est un droit humain fondamental qui ne peut pas être sacrifié sur l'autel du commerce. Verrouiller des règles à l'OMC qui permettent aux multinationales de transférer les données dans le monde entier sans restrictions nierait une fois pour toutes le droit des pays et des citoyens de bénéficier à l'avenir de leurs données et des services de renseignement. Il limiterait aussi la capacité des pays à mettre en œuvre des mesures appropriées de protection des données et des consommateurs. Ce que les instigateurs des propositions sur le commerce électronique appellent « barrières de localisation » sont en réalité les outils que les pays utilisent pour s'assurer qu'ils tirent profit de la présence des

multinationales pour promouvoir leur développement et les droits économiques, sociaux et politiques de leurs citoyens.

Il faut des règles commerciales qui permettent de créer des emplois décents, y compris dans le secteur technologique. Mais la marque de fabrique d'entreprises comme Amazon, Facebook, Google et Uber c'est précisément la destruction des entreprises locales et du marché de l'emploi et une précarisation croissante du travail. Ces phénomènes seraient amplifiés encore si les propositions sur le commerce électronique étaient acceptées à l'OMC. Les géants technologiques pourraient consolider encore davantage leur pouvoir monopolistique. Leur fameuse optimisation fiscale (qui équivaut à l'évasion), y compris l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, serait facilitée par un traité international contraignant et il deviendrait presque impossible de mettre de l'ordre dans l'instabilité politique créée par les conséquences économiques et financières d'un tel scénario.

Actuellement les membres de l'OMC n'ont pas de mandat pour négocier de nouvelles règles internationales sur le « commerce électronique » et il ne faudrait pas leur en donner un à Buenos Aires. Toutes les questions proposées dans l'agenda sur le commerce électronique ont soit déjà été discutées et réglées, soit sont actuellement discutées dans d'autres enceintes, pour la plupart plus réactives et redevables à l'intérêt public que l'OMC. Le commerce électronique est déjà florissant et les PME peuvent déjà vendre leurs produits en ligne sans de nouvelles règles de l'OMC. Certes le commerce électronique peut être un facteur de création d'emplois et de développement et il peut promouvoir l'innovation, augmenter le choix des consommateurs et connecter les producteurs reculés et les consommateurs. Mais soutenir le commerce électronique ce n'est pas pareil que d'avoir des règles internationales contraignantes qui profiteraient d'abord aux multinationales high-tech basées aux Etats-Unis, aux dépens de la réglementation dans l'intérêt public pour protéger les consommateurs et promouvoir le développement. Alors que nous soutenons les efforts des pays en développement pour s'attaquer au clivage numérique, transférer la technologie et obtenir des financements pour l'infrastructure et les technologies de l'information et la communication (TIC), nous pensons que l'OMC n'est pas l'enceinte appropriée pour négocier ces questions. Tout comme d'autres questions de développement qui ont été traitées à l'OMC, elles ne deviendront pas des obligations contraignantes, alors que l'agenda des multinationales high-tech le sera. **Il ne devrait absolument pas y avoir de nouveau mandat sur le commerce électronique à la CM11.**

Menaces à la réglementation dans l'intérêt public

Les ODD adoptés récemment par tous les membres de l'OMC prévoient d'étendre l'accès à et la qualité de beaucoup de services publics et d'autres services importants fournis souvent par le secteur privé, tels que les services financiers et les télécommunications. Malheureusement, un peu comme dans l'agenda sur le commerce électronique, c'est l'agenda des multinationales qui est derrière la tentative d'avoir de nouvelles règles qui limitent les réglementations intérieures dans les services. Les règles proposées dans les négociations sur les réglementations intérieures dans les services visent à s'assurer que trois types de réglementations - les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les prescriptions et procédures en matière de licences et les normes techniques – remplissent des critères vagues et illimités qui réduiraient drastiquement la souveraineté des pays en matière de réglementation.

Ce sont des termes ouverts désignés pour garder la réglementation au minimum et maximiser le pouvoir de lobbying des multinationales sur les gouvernements souverains. Donner à l'OMC la compétence de juger si une réglementation est « raisonnable », « objective », « transparente » et « pas plus restrictive que nécessaire pour assurer la qualité du service » et qu'un standard technique a été développé « par un processus ouvert et transparent » mettrait les intérêts des fournisseurs étrangers de services au-dessus des obligations des gouvernements de s'assurer que les services soient fournis dans l'intérêt public. Ce n'est pas à l'OMC de décider si les lois sur l'emploi, les impôts, l'environnement et la sécurité qui s'appliquent aux fournisseurs étrangers de services sont « raisonnables ». Il ne faudrait pas donner à l'OMC la compétence de décider si l'accord entre une commission de zonage local et des opposants locaux quant à l'ouverture d'un grand magasin à côté d'un site historique est « objectif ». Si un Etat décide d'accepter la recommandation d'un audit environnemental d'interdire la fracturation hydraulique pour l'extraction du gaz, un panel de l'OMC ne devrait pas avoir la compétence de décider que c'est « trop restrictif ». Les gouvernements locaux – et non les panels commerciaux – devraient avoir la compétence ultime de décider de questions communautaires qui sont intrinsèquement subjectives parce qu'elles impliquent des décisions critiques. Et les entreprises étrangères ne devraient pas avoir le « droit » de commenter les mesures proposées par les autorités locales ou nationales avant qu'elles ne soient décidées à l'interne.

Il y a des années, les membres ont décidé de développer les disciplines nécessaires à ces mesures – mais il n’y a jamais eu d’accord sur la question de savoir si ces règles sont « nécessaires », ce qu’elles ne sont clairement pas. **Donc il ne faudrait pas adopter de disciplines sur les réglementations intérieures à Buenos Aires.**

Pêche: subventionner les pauvres ou les riches?

L’autre grand thème qui a une chance d’aboutir à Buenos Aires est la façon de s’attaquer au problème de la surpêche en négociant des limites aux subventions que les gouvernements accordent aux pêcheries. Il y a un mandat clair pour un résultat pro-développement et pro-environnement ; mais il ne faudrait pas le rater à cause de l’insistance de pays industrialisés où la pêche est importante sur des règles qui minent les aspirations de développement des pays du Sud. Malgré l’utilisation de subventions pour créer leur capacité de pêche industrielle, ces pays essaient d’empêcher les pays en développement de créer leur capacité domestique, tout en minant le développement et en ne contribuant peu ou pas à prévenir la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et la surpêche. Les pêcheries sont au cœur des aspirations économiques et de développement de beaucoup de pays du Sud. Protéger la marge de manœuvre des pays en développement et leur capacité de soutenir les petits pêcheurs artisanaux doit être au centre de tout résultat, avec une interdiction effective et contraignante des subventions. **La marge de manœuvre pro-développement et économique des pays en développement doit être préservée alors que les pays qui ont contribué le plus au problème de l’INN et de la surpêche doivent accepter d’éliminer les subventions néfastes. La gestion des ressources de la pêche doit rester en-dehors de l’OMC.**

Ce qui devrait être à l’agenda: réparer les mauvaises règles en vigueur, non les étendre

Les règles sur le commerce électronique et les disciplines sur les réglementations intérieures entraîneraient une expansion de l’OMC. Pourtant la grande majorité des membres de l’OMC ont affirmé que les règles en vigueur, injustes et néfastes, doivent être changées avant que l’OMC puisse être étendue. Ce combat était au cœur de la dernière ministérielle à Nairobi, qui s’est terminée par un langage ambigu, reconnaissant que certains pays voulaient introduire de nouveaux sujets, alors que d’autres (la grande majorité) voulaient continuer l’agenda de développement non terminé, qui est la raison pour laquelle ils ont accepté le Cycle de Doha

Malheureusement, certains membres de l’OMC refusent catégoriquement d’avancer sur ce qui devrait être l’agenda central : réparer les règles injustes qui empêchent d’atteindre une véritable sécurité alimentaire, le développement durable, l’accès à la santé et à des médicaments abordables et la stabilité financière internationale, comme souligné dans la [Déclaration de renversement](#) du réseau Notre monde n’est pas à vendre (OWINFS), signée par des centaines de groupes de la société civile de par le monde. Au minimum, à Buenos Aires, les membres de l’OMC devraient se concentrer sur la transformation des règles internationales en agriculture qui limitent la capacité des pays en développement à assurer la sécurité alimentaire de leurs populations (tout en permettant aux grands agro-business des subventions publiques presque illimitées) et augmenter la flexibilité des pays en développement d’utiliser le commerce pour leur développement.

Les règles en agriculture doivent donner la priorité à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire.

La plus grande priorité d’un véritable agenda pro-développement serait de transformer les règles actuelles en agriculture. Incroyable, mais vrai : en vertu des règles de l’OMC, ce sont les pays riches et non les pauvres qui ont actuellement le droit de subventionner l’agriculture – même d’une façon qui a un effet de distorsion sur les échanges et nuit aux producteurs d’autres pays. Les dizaines de milliards de dollars par an de subventions autorisées dans les pays développés encouragent la surproduction et dépriment artificiellement les prix mondiaux, détruisant les sources de revenu des paysans dans des pays qui devraient bénéficier du commerce agricole international ou de la production pour la consommation intérieure. **Ainsi un résultat important à Buenos Aires devrait être de réduire la quantité de subventions dans les négociations sur le « soutien interne » - y compris les subventions dans la catégorie de la « boîte verte » lorsqu’elles ont quand même un effet de distorsion sur les échanges.**

En raison des subventions existantes, les pays en développement devraient aussi pouvoir augmenter les droits de douane pour protéger la production intérieure en cas d’augmentation soudaine des importations. Malheureusement, certains pays s’opposent aux négociations sur un « mécanisme spécial de sauvegarde » (MSS) opérationnel pour les pays en développement. **Un résultat sur le MSS – non conditionné à d’autres réductions des droits de douane – à la ministérielle à venir augmenterait énormément la capacité des pays en développement d’atteindre la sécurité**

alimentaire, promouvoir le développement rural et sauvegarder les sources de revenu des paysans – et ce serait un pas en vue de l'élimination des contraintes posées par l'OMC à la souveraineté alimentaire.

La plupart des pays en développement n'ont droit qu'à des subventions minuscules. Pourtant les ODD encouragent les pays à augmenter l'investissement dans l'agriculture durable. On assiste aussi à une acceptation croissante du « droit à l'alimentation » comme droit humain. L'une des meilleures pratiques internationales pour soutenir les moyens de subsistance des paysans, assurer la sécurité alimentaire et promouvoir le développement rural est le « stockage public », par lequel les gouvernements garantissent aux paysans un prix minimum pour leur production et distribuent cette nourriture aux personnes affamées à l'intérieur de leurs frontières. Mais ces programmes, mis en œuvre dans des dizaines de pays en développement, se heurtent souvent aux règles de l'OMC – même si l'agriculture ainsi soutenue n'est pas échangée sur les marchés internationaux. La majorité des membres de l'OMC ont décidé que les programmes de stockage public ne devraient pas être limités par des règles de l'OMC dépassées. Mais les changements ont toujours été bloqués par les Etats-Unis, l'UE, l'Australie et d'autres grands agro-exportateurs. Et maintenant cela devient carrément absurde car la Chine et l'Inde sont accusées d'octroyer le plus de subventions, alors que leurs paiements par habitant restent minuscules – quelques centaines de dollars par paysan, comparés aux dizaines de milliers aux Etats-Unis.

Les membres de l'OMC ont décidé de trouver une solution permanente aux programmes de stockage public d'ici décembre de cette année. Malheureusement les positions des pays qui représentent les grands exportateurs d'agro-business n'ont pas changé. **A Buenos Aires les membres de l'OMC doivent trouver une solution positive à la question du stockage public qui permette à tous les pays en développement de mettre en œuvre des programmes de sécurité alimentaire sans restrictions lourdes. Celles-ci ne sont même pas demandées aux subventions des pays développés qui ont un effet de distorsion sur les échanges.**

Plus de flexibilité pour les politiques de développement

En plus de transformer les règles internationales qui régissent le commerce agricole, les pays en développement demandent depuis longtemps d'autres changements à l'OMC pour augmenter leur flexibilité de mettre en œuvre des politiques pro-développement.

Le groupe des 90 pays en développement a fait des propositions concrètes pour changer les règles actuelles de l'OMC qui enlèveraient quelques contraintes aux politiques nationales pro-développement. Beaucoup d'entre elles sont des versions mises à jour de « l'agenda de mise en œuvre » qui constitue la base des critiques des pays en développement à l'OMC depuis sa création. Elles comprennent, entre autres, des changements pour permettre aux pays en développement de promouvoir les capacités nationales de fabrication, stimuler le transfert de technologies, promouvoir l'accès aux médicaments abordables et sauvegarder l'intégration régionale. Beaucoup de ces propositions font écho aux requêtes de la société civile inscrites dans [la déclaration de renversement](#) d'OWINFS. **Il faudrait accepter les propositions du G90 à la ministérielle de Buenos Aires telles qu'elles sont – sans les conditionner à d'autres concessions en matière d'accès au marché de la part des pays en développement.**

Même dans un domaine où tous les membres de l'OMC devraient pouvoir se mettre d'accord – assurer des bénéfices pour les Pays les moins avancés (PMA), il n'y a pas encore de consensus. Bien que ce fût un mandat prioritaire, le petit paquet pour les PMA adopté à la ministérielle de Bali en 2013 n'est pas encore opérationnel. Il inclut l'accès au marché à 100% hors contingent et droits de douane pour les exportations des PMA ; la simplification des règles d'origine qui définissent quelle part de la valeur d'un produit doit être fabriquée dans le pays pour pouvoir bénéficier de réductions des droits de douane ; et des engagements contraignants pour la dérogation sur les services des PMA (qui permet aux pays développés d'offrir l'accès au marché aux services des PMA sans offrir un accès réciproque à d'autres pays – une « flexibilité » qui s'est révélée presque impossible à utiliser). Il inclut aussi des réductions des subventions que les Etats-Unis et l'UE octroient aux producteurs de coton – qui en enrichissent quelques milliers dans ces pays, mais ont décimé injustement la production de centaines de milliers de producteurs de coton en Afrique. **Ce modeste paquet pour les PMA doit être renforcé et rendu opérationnel d'ici la CM11.**

Il y a beaucoup d'enjeux en décembre à Buenos Aires. Nous croyons dans un système commercial multilatéral démocratique, transparent et durable et nous ne voulons pas voir l'OMC s'éloigner encore plus de cet idéal. La pratique secrète et anti-démocratique de négocier derrière des portes fermées avec seulement quelques membres puissants

et ensuite mettre une forte pression sur les pays en développement pour qu'ils acceptent un autre mauvais accord, qui a caractérisé l'OMC depuis sa création, mais s'est accentuée encore lors des deux dernières ministérielles, doit être abandonné au profit d'un processus transparent et guidé par les membres qui mène à des résultats cohérents avec les Objectifs de développement durable adoptés au niveau multilatéral.

Les membres accepteront-ils un nouveau mandat nocif sur le commerce électronique et de nouvelles règles qui limitent la supervision démocratique des réglementations des services ? Et de nouvelles règles sur les subventions aux pêcheries qui finiront par nuire aux pêcheurs pauvres ? Ou les membres vont-ils agir dans l'intérêt de leurs citoyens et changer de cap à l'OMC, enlever ses contraintes aux politiques intérieures qui promeuvent la sécurité alimentaire et le développement et soutenir les efforts des PMA pour augmenter leur part dans le commerce international ?

Nous vous exhortons à prendre les bonnes décisions pour un résultat positif à la CM11 de Buenos Aires.

Cordialement,

Signataires depuis le 8 octobre 2017

Réseaux internationaux et régionaux

1.	ACP Civil Society Forum	The Forum is a coalition of 80 not-for-profit organisations working on issues relating to ACP-EU development cooperation. It seeks to cater for the diverse range civil society development issues within the wide geographic coverage of the ACP group.
2.	Africa Network for Environment and Economic Justice (ANE EJ)	ANE EJ is a non-government organization whose goal is to amplify the voice of the weak, the less privileged and the marginalized groups in the society including women, youths, and People Living With Disabilities in order to increase their participation in the democratic decision-making process.
3.	African Women Economic Policy Network (AWEPON)	AWEPON is a women's Pan African organization with memberships in 22 African countries with an ultimate goal of influencing policies that are harmful to women and the poor population at large.
4.	Arab NGO Network for Development (ANND)	ANND is a regional network, working in 12 Arab countries with seven national networks (with an extended membership of 200 CSOs from different backgrounds) and 23 NGO members.
5.	Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)	APWLD is a network of 218 women's rights organisations and movements in 26 countries across the Asia Pacific region working toward the achievement of women's human rights and Development Justice.
6.	Association of Women's Rights in Development (AWID)	AWID is a global feminist organization with membership in 164 countries.
7.	Confederación Latinoamericana y del Caribe de Trabajadores Estatales (CLATE)	CLATE es una organización sindical internacional que reúne a sindicatos de trabajadores del sector público de 17 países de América Latina y el Caribe. Fue fundada en 1967 y está integrada por más de 26 organizaciones sindicales de la región.
8.	Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur (CCSCS)	La Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur nuclea a 20 centrales de Argentina, Brasil, Chile, Bolivia, Paraguay y Uruguay.
9.	Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)	DAWN is a network of feminist scholars, researchers and activists from the economic South working for economic and gender justice and sustainable and democratic development.
10.	Ecogas Network on Debt and Development (ECONDAD)	ECONDAD is a network of civil society organizations working on debt and economic justice from ECOWAS (Economic Community of West African States).

11.	Education International (EI)	Education International is a global union federation of teachers' trade unions consisting of 401 member organisations in 172 countries and territories that represents over 30 million education personnel from pre-school through university.
12.	European Federation of Public Service Unions (EPSU)	EPSU is the largest federation of the ETUC and is the regional organization of Public Services International (PSI). It comprises 8 million public service workers from over 265 trade unions, including in the energy, water and waste sectors, health and social services and local and national administration, in all European countries including in the EU's Eastern Neighborhood.
13.	Fair Trade Advocacy Office	The Fair Trade Advocacy Office is a joint advocacy initiative of the two main global Fair Trade networks: Fairtrade International and the World Fair Trade Organisation. FOEI is the world's largest grassroots environmental network, uniting 75 national member groups and some 5,000 local activist groups on every continent counting over 2 million members and supporters around the world.
14.	Friends of the Earth International (FOEI)	FOEI is the world's largest grassroots environmental network, uniting 75 national member groups and some 5,000 local activist groups on every continent with over 2 million members around the world.
15.	Internacional de Servicios Públicos (ISP) Interamericas	En América del Norte, Central y del Sur, y el Caribe la ISP cuenta con 140 organizaciones sindicales afiliadas en 35 países, que representan a un total de 3,3 millones de trabajadores afiliados.
16.	International Federation of Musicians (FIM)	The FIM, founded in 1948, is the international organisation for musicians' unions and equivalent representative organisations, including 70 members in 60 countries throughout the world.
17.	International Grail Justice in Trade Agreement Network	A coalition of groups working for peace and justice in 20 countries worldwide.
18.	International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)	The IUF is currently composed of 385 trade unions in 123 countries representing a combined representational membership of over 12 million workers (including a financial membership of 2.6 million).
19.	Just Net Coalition	The Just Net Coalition is a global network of civil society actors committed to an open, free, just and equitable Internet.
20.	LDC Watch	LDC Watch is a global alliance of national, regional and international civil society organisations (CSOs), networks and movements based in the Least Developed Countries (LDCs).
21.	Mesa de Coordinación Latinoamericana de Comercio	A network of fair trade groups from Latin America and the Caribbean.
22.	Pacific Network on Globalization (PANG)	The Pacific Network on Globalisation is a regional network focused on promoting economic self-determination and justice in the Pacific Islands.
23.	Pan African NGO Consortium on Agriculture	A network of organizations from throughout Africa working on issues of agriculture and development.
24.	PRESSENZA International News Agency	PRESSENZA es una Agencia Internacional de Noticias de Paz y Noviolencia.
25.	Public Services International (PSI)	Public Services International (PSI) is a global trade union federation dedicated to promoting quality public services in every part of the world. PSI brings together more than 20 million workers, represented by 650 unions in 150 countries and territories.

26.	Red de Género y Comercio - Capítulo Latino-americano	Fue creada en 1999 como parte de la red Internacional de Género y Comercio IGTN e ha continuado acompañando los temas comerciales y sus impactos de género, en los TLCs, TBIs y en el ámbito multilateral de la OMC.
27.	Red Intercontinental de Economía Social y Solidaria de Latinoamérica RIPESS-LAC	RIPESS-LAC is a network of CSOs in Latin America working on economic justice and alternatives to neoliberalism.
28.	Society for International Development (SID)	SID is an international network of individuals and organizations founded in 1957 to promote participative, pluralistic and sustainable development.
29.	Southern Africa Development Community Council of Non Governmental Organisations (SADC-CNGO)	SADC-CNGO is a regional umbrella body of NGOs operating in all the 15 Member States of the Southern Africa Development Community (SADC). SADC-CNGO was formed in 1998 with the aim of facilitating effective and meaningful engagement between civil society in the region and SADC institutions at national, regional, continental and global levels.
30.	Southern Africa Trade Union Coordination Council (SATUCC)	SATUCC brings together 21 national trade union federations in the Southern Africa Development Community (SADC) with a combined membership of 6 million working women and men.
31.	Third World Network (TWN)	TWN is an independent non-profit international network of organisations and individuals involved in issues relating to development, developing countries and North-South affairs.
32.	Third World Network - Africa	TWN-Africa is the autonomous African section of the Third World Network, an independent coalition of organisations and individuals engaged in advocacy on issues related to development, environment, and North-South affairs.
33.	UNI Americas	UNI Americas represents 4 million workers in the Americas and the Caribbean. We are part of the 20-million strong UNI Global Union family which has affiliated 900 unions in 140 countries globally.
34.	Unión Latina de Economía Política de la Información, la Comunicación y la Cultura (ULEPICC)	ULEPICC es una asociación científica internacional de pensamiento crítico lo cual, desde 2002, aborda las transformaciones de las industrias culturales y las formas de poder, acceso y control de la información, la cultura y el conocimiento.
35.	West African Institute for Trade and Development	An institute of scholars from West African countries that advocate on trade and development issues.
36.	Women in Development Europe (WIDE+)	WIDE+ is the network that follows up the previous WIDE network (a member of Seattle to Brussels, S2B), composed of feminists, NGO's, and researchers who advocate for a socially just economy.

Organisations nationales

37.	Trade Union of Building, Wood and Public Service of Albania (FSNDSHPH)	Albania
38.	Anguilla Civil Service Association	Anguilla
39.	Antigua & Barbuda Public Service Association (ABPSA)	Antigua & Barbuda
40.	Antigua & Barbuda Trade Union Congress (ABTUC)	Antigua & Barbuda
41.	Antigua & Barbuda Workers' Union	Antigua & Barbuda
42.	Amigos de la Tierra Argentina	Argentina
43.	Confederación General del Trabajo de la República Argentina (CGT)	Argentina

44.	Confederación de Trabajadores Municipales (CTM)	Argentina
45.	Federación Argentina de Empleados de Comercio y Servicios (FAECYS)	Argentina
46.	Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO)	Argentina
47.	Fundación Vía Libre	Argentina
48.	Instituto Justiça Fiscal	Argentina
49.	Unión del Personal Civil de la Nación (UPCN)	Argentina
50.	World Labour Institute Julio Godio - UNTREF	Argentina
51.	Australian Fair Trade and Investment Network	Australia
52.	New South Wales Nurses and Midwives Association	Australia
53.	Information Group on Latin America (IGLA)	Austria
54.	Bahrain Transparency Society	Bahrain
55.	Bangladesh Krishok Federation	Bangladesh
56.	Bangladesh Women Welfare Workers Union (BWWWU)	Bangladesh
57.	COAST Trust	Bangladesh
58.	Gonoshasthaya Kendra	Bangladesh
59.	Sramik Karmachari Union PGCBSKU, Dhaka	Bangladesh
60.	VOICE	Bangladesh
61.	The National Union of Public Workers	Barbados
62.	11.11.11	Belgium
63.	Centrale Générale des Services Publics (CGSP)	Belgium
64.	CNCD-11.11.11 (Centre national de coopération au développement)	Belgium
65.	Confédération des Syndicats Chrétiens, the Confederation of Christian Trade Unions (ACV-CSC)	Belgium
66.	National Alliance of Christian Mutual Health Funds (ANMC-LCM) / Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes (ANMC)	Belgium
67.	Public Service Union of Belize	Belize
68.	Bermuda Public Services Union	Bermuda
69.	Fundación REDES de Bolivia	Bolivia
70.	Plataforma Boliviana frente al Cambio Climático	Bolivia
71.	A Casa 8 de Março - Organização feminista do Tocantins	Brazil
72.	Articulação de Mulheres Brasileiras (AMB)	Brazil
73.	CONTAG	Brazil
74.	Federação dos Trabalhadores Municipais de Santa Catarina (FETRAM-SC/CUT)	Brazil
75.	Federação Nacional dos Servidores do Judiciário nos Estados (FENAJUD)	Brazil
76.	GAPARS - Grupo de Apoio A Prevenção da AIDS do RS	Brazil
77.	Gestos (HIV and AIDS, Communication, Gender)	Brazil
78.	INESC	Brazil
79.	Instituto EQUIT - Genero, Economia e Cidadania Global	Brazil
80.	Jubileo Sul – Brasil	Brazil
81.	Rede Brasileira Pela Integração dos Povos (REBRIP)	Brazil
82.	Rede Social de Justiça e Direitos Humanos	Brazil
83.	Sindicato dos Enfermeiros no Estado de Pernambuco (SEEPE)	Brazil
84.	Sindicato dos Trabalhadores Públicos da Saúde no Estado de São Paulo (SINDSAUPE/SP)	Brazil
85.	SOS Corpo - Instituto Feminista para a Democracia	Brazil
86.	União Geral dos Trabalhadores (UGT)	Brazil
87.	Cambodian Food and Service Workers' Federation (CFSWF)	Cambodia
88.	Social Action for Change	Cambodia

89.	Africa Development Interchange Network (ADIN)	Cameroon
90.	Réseau National de l'Économie Sociale et Solidaire du Cameroun (RESSCAM)	Cameroon
91.	Council of Canadians	Canada
92.	National Union of Public and General Employees (NUPGE)	Canada
93.	Public Service Alliance of Canada (PSAC)	Canada
94.	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	Canada
95.	Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec	Canada
96.	AFRICANDO	Canary Islands
97.	Confederación Nacional de Funcionarios de Salud Municipal (CONFUSAM-Chile)	Chile
98.	Corporacion Innovarte	Chile
99.	Federación Nacional de Trabajadores de Obras Sanitarias (FENATRAOS-Chile)	Chile
100.	Políticas Farmacéuticas CEPFAR	Chile
101.	Federación Nacional de Profesionales Universitarios de los Servicios de Salud (FENPRUSS)	Chile
102.	Asociacion Ambiente y Sociedad	Colombia
103.	Camara Colombiana de la Economia Social y Solidaria (CCESS)	Colombia
104.	Comité Ambiental en Defensa de la Vida	Colombia
105.	Federación de Vocales de Control de los Servicios Públicos de la Región Centro y Bogotá	Colombia
106.	Federación Nacional de Entidades Acreditadas para Impartir Educacion Solidaria (FENALSE)	Colombia
107.	Fundación Colombia Digna (FUNCOLDIG)	Colombia
108.	Red Educacion Popular Entre Mujeres (REPEM)	Colombia
109.	SINTRACUAVALLE	Colombia
110.	Asociación Nacional de Educadores de Costa Rica (ANDE)	Costa Rica
111.	Friends of the Earth/Amigos de la Tierra Costa Rica (COECOCEIBA)	Costa Rica
112.	Sindicato de Empleados del Ministerio de Hacienda (SINDHAC)	Costa Rica
113.	Confederacion Nacional de Unidad Sindical (CNUS)	Dominican Republic
114.	La Fundación Étnica Integral (La FEI)	Dominican Republic
115.	Sindicato Nacional de Enfermería (SINATRAE)	Dominican Republic
116.	Asociación Latinoamericana de Educación y Comunicación Popular (ALER)	Ecuador
117.	Colectivo El Punto	Ecuador
118.	Comité de Empresa de los Trabajadores de ETAPA EP	Ecuador
119.	El Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." (CSMM)	Ecuador
120.	Movimiento de Economía Social y Solidaria del Ecuador (MESSE)	Ecuador
121.	Ojo al Dato	Ecuador
122.	Sindicato de Trabajadores del Instituto Salvadoreño del Seguro Social (STISSS)	El Salvador
123.	Grenada Public Workers Union	Grenada
124.	Fairtrade Finland	Finland
125.	Finnish NGDO Platform to the EU Kehys	Finland
126.	Kepa (a former Service Centre for Development Cooperation)	Finland
127.	Pro Ethical Trade Finland	Finland
128.	SOL	France
129.	Worldview-The Gambia	Gambia
130.	Brot für die Welt/Bread for the World, Germany	Germany

131.	Ecumenical Service on Southern Africa (KASA)	Germany
132.	Forschungs- und Dokumentationszentrum Chile-Lateinamerika e.V. (FDCL)	Germany
133.	Advocates & Trainers for Children & Women's Advancement & Rights (ATCWAR)	Ghana
134.	Friends of Forest Reserves and Verging Groves	Ghana
135.	Consumer Association the Quality of Life (EKPIZO)	Greece
136.	Naturefriends	Greece
137.	STOP TTIP CETA TiSA - Greece	Greece
138.	Confédération des Travailleurs des Secteurs Public et Privé (CTSP)	Haiti
139.	Friends of the Earth/Amigos de la Tierra Haiti/Suirve	Haiti
140.	Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)	Haiti
141.	Platfom Rezistans Peyizan Latibonit (PREPLA)	Haiti
142.	Asociación Madre Tierra	Honduras
143.	Alliance for Sustainable & Holistic Agriculture (ASHA)	India
144.	Anti-FTA Committee	India
145.	Centre for Research and Advocacy, Manipur	India
146.	Diverse Women for Diversity	India
147.	Forum Against FTAs	India
148.	Gene Campaign	India
149.	Hazards Centre	India
150.	Indian Social Action Forum (INSAF)	India
151.	Initiative for Health & Equity in Society	India
152.	IT for Change	India
153.	Kheti Virasat Mission	India
154.	KIRDTI, Odisha	India
155.	Madhyam	India
156.	Nagpur Municipal Corporation Employees Union	India
157.	National Organisation of Government Employees	India
158.	New Trade Union Initiative (NTUI)	India
159.	Sunray Harvesters	India
160.	Tamil Nadu Federation of Women Farmers' Rights (TNFWFR)	India
161.	Tamil Nadu Women's Forum (TNWF)	India
162.	Friends of the Earth Indonesia/WALHI	Indonesia
163.	Indonesia for Global Justice	Indonesia
164.	LIPS (Sedane Labor Resource Center)	Indonesia
165.	Trocaire Ireland	Ireland
166.	Fairwatch	Italy
167.	Jamaica Civil Service Association	Jamaica
168.	Phenix Center for Economic Studies	Jordan
169.	Building Eastern Africa Community Network (BEACON)	Kenya
170.	Growth Partners Africa	Kenya
171.	Kenya Food Rights Alliance (KeFRA)	Kenya
172.	Kenya Network of Grassroots Organisations (K.E.N.G.O)	Kenya
173.	Kenya Small Scale Farmer's Forum	Kenya
174.	Lebanon Support	Lebanon
175.	National Federation of Workers and Employees trade unions (FENASOL)	Lebanon
176.	NGOs platform of Saida	Lebanon
177.	Consumers Protection Association (CPA)	Lesotho
178.	Development for Peace Education (DPE)	Lesotho

179.	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
180.	Women and Youth Empowerment Forum (WYEF)	Libya
181.	Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSCM)	Madagascar
182.	Malawi Economic Justice Network (MEJN)	Malawi
183.	Consumers Association of Penang	Malaysia
184.	Friends of the Earth Malaysia/SAM	Malaysia
185.	Fédération des Syndicats du Secteur Public	Mali
186.	Reseau National d'Appui a la Prommation de L'economie Sociale et Solidaire du Mali (RENAPESS MALI)	Mali
187.	Association Action pour le Traitement des malades du Cœur (ACTC)	Mauritania
188.	Mauritanian Network for Social Action / Réseau Mauritanien Pour L'Action Sociale	Mauritania
189.	Center for Alternative Research and Studies (CARES)	Mauritius
190.	Confederation of Free Trade Unions	Mauritius
191.	Federation of Democratic Labour Unions	Mauritius
192.	General Workers Federation	Mauritius
193.	Government Services Employees Association	Mauritius
194.	Local Authorities Employees Union	Mauritius
195.	Mauritius Trade Union Congress (MTUC)	Mauritius
196.	Migration and Sustainable Development Alliance	Mauritius
197.	Resistance & Alternative	Mauritius
198.	State and Other Employees Federation	Mauritius
199.	Asociación Nacional de Industriales de Transformación (ANIT)	Mexico
200.	Bia'lii, Asesoría e Investigación, A.C.	Mexico
201.	Centro de Promoción y Educación Profesional "Vasco de Quiorga"	Mexico
202.	Fundacion Mexicana para la Planeacion Familiar, AC (MEXFAM)	Mexico
203.	Grupo Tacuba	Mexico
204.	Otros Mundos Chiapas	Mexico
205.	Procesos Integrales para la Autogestión de los Pueblos	Mexico
206.	Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC)	Mexico
207.	Sindicato Único de Trabajadores del Gobierno de la Ciudad de México	Mexico
208.	Unión Popular Valle Gómez, A.C.	Mexico
209.	All Nepal Peasants' Federation	Nepal
210.	Greater Active Reconstruction & Justice Action Network-Nepal (GARJAN-Nepal)	Nepal
211.	Health Professional Association of Nepal (HEPON)	Nepal
212.	Nepal Civil Services Employees Union Association (NECSEUA)	Nepal
213.	Nepal Film Workers Union (NFWU)	Nepal
214.	Union of Public Services in Nepal (UPSIN)	Nepal
215.	Both ENDS	Netherlands
216.	It's Our Future NZ	New Zealand
217.	New Zealand Council of Trade Unions Te Kauae Kaimahi	New Zealand
218.	New Zealand Public Service Association	New Zealand
219.	Central de Trabajadores de la Salud (Fetsalud Granada)	Nicaragua
220.	Centro de los Derechos del Campesino (CEDECAM)	Nicaragua
221.	Red de Organizaciones Sociales de Managua	Nicaragua
222.	Reseau des Organisations de Developpement et Associations de Defense de Droits de L'Homme et de la Democratie (RODADDHD)	Niger
223.	Centre for Human Rights and Climate Change Research	Nigeria

224.	Labour, Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
225.	National Association of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria
226.	Folkeaksjonen mot TISA	Norway
227.	All Pakistan Labour Federation (APLF)	Pakistan
228.	Civil Society Support Program (CSSP)	Pakistan
229.	NOOR Pakistan	Pakistan
230.	Sustainable Development Vision (SDV)	Pakistan
231.	Social and Economic Policies Monitor (Al Marsad)	Palestine
232.	Catedratico Universitario	Panama
233.	Colectivo Voces Ecológicas (COVEC)	Panama
234.	Friends of the Earth/Papua New Guinea	Papua New Guinea
235.	TEDIC	Paraguay
236.	Confederación General de Trabajadores del Perú (CGTP)	Peru
237.	Federación Nacional de Trabajadores de Agua Potable y Alcantarillado del Perú (FENTAP)	Peru
238.	Grupo Red de Economía Solidaria del Peru (GRESP)	Peru
239.	Instituto para el Desarrollo y la Paz Amazónica	Peru
240.	Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético	Peru
241.	Red Uniendo Manos	Peru
242.	Alliance of Filipino Workers	Philippines
243.	Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS)	Philippines
244.	Philippine Alliance of Human Rights Advocates (PAHRA)	Philippines
245.	Public Services Labor Independent Confederation (PSLINK)	Philippines
246.	Fundacja Strefa Zieleni	Poland
247.	Associação Sindical dos Profissionais da Inspeção Tributária e Aduaneira (APIT)	Portugal
248.	Ole Siosiomaga Society Incorporated (OLSSI)	Samoa
249.	Coalition Nationale Non aux APE	Senegal
250.	Front Anti APE Anti CFA	Senegal
251.	Pan African Association for Literacy and Adult Education (PAALAE)	Senegal
252.	Personnels Civils des Armées des Services de Sécurité Publics Privés et Assimilés	Senegal
253.	International-Lawyers.Org	Sierra Leone
254.	Institute for Economic Research on Innovation	South Africa
255.	National Public Service Workers Union	South Africa
256.	Community Empowerment for Progress Organization (CEPO)	South Sudan
257.	Amigos de la Tierra España	Spain
258.	WDGpa - World Democratic Governance project association, Catalunya	Spain
259.	Unión Universal Desarrollo Solidario	Spain
260.	We Women Lanka Network	Sri Lanka
261.	Public Service Union	St Vincent and the Grenadines
262.	Gender Studies Centre	Sudan
263.	Alliance Sud	Switzerland
264.	Association citoyenne pour la défense des usagers du service public (ACIDUS)	Switzerland
265.	Association for Proper Internet Governance	Switzerland
266.	Bread for All	Switzerland
267.	Coalition Suisse pour la Diversité Culturelle	Switzerland
268.	Fastenopfer	Switzerland

269.	Public Eye	Switzerland
270.	VPOD Switzerland, the trade union for public services	Switzerland
271.	Governance Links Tanzania	Tanzania
272.	Tanzania Trade and Economic Justice Forum (TTEJF)	Tanzania
273.	La'o Hamutuk - Timor-Leste Institute for Development Monitoring and Analysis	Timor-Leste
274.	Les Amis de la Terre-Togo	Togo
275.	Ligue des Consommateurs du Togo (LCT)	Togo
276.	National Union of Government and Federated Workers, Trinidad and Tobago	Trinidad & Tobago
277.	Public Services Association of Trinidad and Tobago	Trinidad & Tobago
278.	Tunisian Forum for Economic and Social Rights / Forum Tunisien Pour les Droits Economiques et Sociaux	Tunisia
279.	Citizens Platform for Democracy and Accountability	Uganda
280.	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)	Uganda
281.	Global Justice Now!	United Kingdom
282.	GMB trade union	United Kingdom
283.	National Justice and Peace Network UK (England & Wales)	United Kingdom
284.	Trade Justice Movement	United Kingdom
285.	UNISON	United Kingdom
286.	American Federation of Teachers	United States
287.	Global Policy Forum (GPF)	United States/ Germany
288.	Global Exchange	United States
289.	Local Futures	United States
290.	Sisters of Charity Federation	United States
291.	Society of Catholic Medical Missionaries	United States
292.	Washington Fair Trade Coalition	United States
293.	Federación de Funcionarios de Obras Sanitarias del Estado	Uruguay
294.	Instituto del Tercer Mundo	Uruguay
295.	REDES-Amigos de la Tierra Uruguay	Uruguay
296.	Red de Economistas del Uruguay (REDIU)	Uruguay
297.	Coalición de Tendencias Clasistas (CTC-VZLA)	Venezuela
298.	Equipo de Formacion, Informacion y Publicaciones (EFIP)	Venezuela
299.	Zambia Council for Social Development (ZCSD)	Zambia
300.	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI-Zimbabwe)	Zimbabwe

ⁱ Cette lettre a été envoyée à l'origine le 6 octobre 2017 avec 279 avenants.